

1

Aberdeen, le rejet britannique de l'expédition d'Alger

Les cabinets de *Saint-James* et les orateurs de *Westminster*

Mohand OUALID *

Longtemps ignorés, les points de vue de la diplomatie britannique sur la prise d'Alger par les Français en 1830 restent de nos jours peu étudiés et peu exploités par les historiens, surtout par ceux du colonialisme français durant le second empire. Le manque de travaux sur les réactions britanniques face à la prise d'Alger n'a en rien entamé l'intérêt pour certaines figures du paysage politique britannique de la première moitié de XIX^e siècle demandant que la France ne maintienne pas ses contingents militaires à Alger, une fois le Dey Hussein châtié de son outrage contre l'honneur de la France. Il s'agit, on s'en souvient, du célèbre coup d'éventail contre le consul Pierre Deval en mai 1827. Cet événement avait provoqué de vives réactions en France qui avait alors mis en place un blocus économique sur la ville d'Alger et son port juste après cet affront.

Chef de la diplomatie britannique lors des préparatifs de l'expédition française contre Alger, Lord Aberdeen (1784-1860), ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement du duc de Wellington (1828-1830) et de Robert Peel (1841-1846), était l'un des politiciens britanniques les plus connus pour son désaccord face à l'entreprise de Charles X et son opposition au maintien de la colonie d'Alger. Durant son premier mandat au *Foreign Office*, il n'a pas hésité à demander des garanties concernant l'évacuation de la ville d'Alger. Hélas, les exigences d'Aberdeen pour que soient respectées les promesses verbales du roi et de son ministre Polignac aux alliés se sont heurtées à deux événements majeurs qui ont ralenti les pourparlers diplomatiques entre Aberdeen et ses différents représentants en Europe et à Alger. Nous citerons par exemple Lord Stuart ambassadeur de

* Doctorant en civilisation britannique à l'Université de Paris 8.

la Grande-Bretagne à Paris, Lord Gordon représentant de la Couronne auprès de la Sublime Porte, sans omettre le travail fourni par Lord Saint-John, consul britannique à Alger, ami du Dey Hussein et proche du sérail d'Alger. Puis, la maladie et la mort du roi George IV survenue le 26 juin 1830 devint la préoccupation majeure de la classe politique britannique. Enfin, la victoire des *Whigs* lors des élections du 14 novembre 1830 faussa les cartes de Wellington qui quitta le gouvernement tandis que ses cadres diplomatiques furent contraints de poursuivre leur combat dans les rangs de l'opposition au sein du *House of Commons* et du *House of Lords*.

Notre approche concernera les efforts du Tory Aberdeen au sein du *House of Lords* pour convaincre le gouvernement Grey de la nécessité de poursuivre les réclamations auprès des Français au sujet des garanties des Bourbons inhérentes à l'évacuation d'Alger. Par ailleurs, les accusations d'Aberdeen lors de la séance parlementaire de mai 1832 permirent d'inscrire l'Affaire d'Alger dans un contexte international. En effet, les interventions françaises récentes en Belgique, à Ancône en Italie ainsi que l'évacuation de la Morée avaient fourni un prétexte majeur à l'opposition pour contrecarrer la politique étrangère du gouvernement Grey. Ainsi, le porte-parole de l'opposition accusa ouvertement le gouvernement Whig de laxisme devant la politique expansionniste de la France en Europe et en Afrique du Nord. Reléguer l'affaire d'Alger au stade de préoccupation mineure constituait une erreur fatale pour l'ancien ministre, car l'établissement durable des Français à Alger représentait les prémices de leur retour aux affaires en Europe et de l'établissement d'un nouvel empire colonial en Méditerranée, ce dernier devenant le concurrent de la suprématie britannique dans les domaines commercial et naval. Dans ce sens, Jeremy Black considère, dans son livre paru à New York en 2003 et intitulé *A History of the British Isles*, que la prise d'Alger a mis fin à l'influence des Britanniques à travers les océans¹. Par cette action, la France s'est lancée dans la construction d'un empire colonial. Par la suite, d'autres puissances en Europe ont, à leur tour, voulu avoir accès aux colonies et à leurs richesses pléthoriques. Agissant en habile tacticien, Aberdeen a cherché, par sa motion, à attaquer le gouvernement Grey en l'accusant d'avoir permis à la France de tisser la toile de son nouvel empire colonial. De retour au gouvernement après les élections d'août 1841, Aberdeen fut contraint de replonger dans l'épisode de la prise d'Alger, car une conversation secrète entre lui et Saint-Aulaire, représentant diplomatique français à Londres, fut dévoilée par François Guizot. Cette conversation fut reprise par l'opposition *whig* et son porte-parole Palmerston accusant Aberdeen d'avoir été partie prenante de l'installation des Français à Alger, en disant² : « If I take affairs

1. Jeremy Black, Black, Jeremy, *A History of the British Isles*, (London : Palgrave Essential Histories, 1996), p. 187.

2. *The Times*, January 25, 1842. http://www.thetimes.co.uk/tto/viewArchive.arc?articleId=ARCHIVE-The_Times-1842-01-25-04-002&pageId=ARCHIVE-The_Times-1840-01-25-04.

as they are in 1841, such as preceding Cabinets have left them, I regard your position in Africa as a fact accomplished, against which I have no longer objection to rise » (*The Times*, édition du 25 janvier 1842). Nous nous contenterons pour notre part d'évoquer le travail parlementaire d'Aberdeen à travers la motion de mai 1833. Le soutien de ses collègues et la résistance du gouvernement ont occupé une place importante tout au long du passage des *Whigs* au gouvernement de 1830 à 1841.

L'entente cordiale, instaurée suite à l'arrivée de Louis-Philippe au pouvoir en France avec le rival britannique s'illustra par l'envoi d'un homme du sérail, Talleyrand, nommé ambassadeur de France en Grande-Bretagne. Sa présence à Londres fut accompagnée d'un redoux diplomatique concernant l'affaire d'Alger, surtout après l'arrivée des *Whigs* au pouvoir, suite aux élections de novembre 1830. L'expansion coloniale n'était pas le point capital de la politique de ces derniers. En effet, le gouvernement Grey s'est concentré sur l'équilibre des puissances en Europe et les problèmes sociaux vécus par la Grande-Bretagne durant cette période ainsi que sur le grand flou qui entourait la question du sort d'Alger, plus particulièrement durant les trois premières années qui ont suivi sa prise. Fortement convaincue par les assurances françaises présentées par Charles X et son gouvernement, l'opposition britannique se lança dans un ultime combat pour assurer l'évacuation de la ville et stopper l'avancée française en Afrique du Nord. De ce fait, les membres du Parlement issus du gouvernement Wellington, à l'exemple d'Aberdeen qui avait suivi de près les négociations concernant Alger en sa qualité de ministre des Affaires étrangères, s'illustrèrent dans les deux chambres pour revendiquer du gouvernement en place, plus de lucidité et d'intérêt envers le sort d'Alger.

Ces orateurs de l'opposition ont aussi accusé les membres du gouvernement Grey d'être influencés par le vieux Talleyrand, fin tacticien pour le détournement des intérêts britanniques en faveur de la France, notamment en ce qui concerne le silence qui a accompagné la prise d'Alger et la conquête de l'Algérie par l'armée d'Afrique. Au Parlement, l'opposition n'a pas cessé d'épingler le gouvernement pour son laxisme envers la question d'Alger et l'expansion française en Afrique du Nord. Lors des séances parlementaires du 3 mai 1833, une recrudescence des débats sur le sujet a été constatée après le discours d'Aberdeen, véritable appel au gouvernement pour reprendre en main le sort de la ville d'Alger, afin d'empêcher la France de réaliser son projet colonial en Afrique. L'intensité des débats sur la question a pu relancer à nouveau les négociations sur l'évacuation de la ville d'Alger et l'élargissement territorial au-delà de ses limites géographiques. Les collections d'archives des deux chambres du Parlement britannique nous ont permis de comprendre les motivations de ce regain d'intérêt pour la présence française à Alger qui commence à prendre des proportions plus importantes comparé à l'équilibre des puissances en Europe, menacé par la constitution d'un empire colonial en Afrique du Nord. Dans ce sens, la motion d'Aberdeen fait de lui un homme qui a voulu sonner le tocsin de la présence française en terre algérienne.

Convaincus de la gravité du projet colonial français en Afrique, les représentants de l'opposition tory n'ont pas caché les conséquences qu'aurait le maintien de la colonie d'Alger, que ce soit pour le commerce en Méditerranée ou par une possible extension du pouvoir des Français sur des territoires jusqu'alors sous contrôle britannique en Égypte, en Inde, ou sur les zones voisines d'Alger. Plus particulièrement, en régence de Tunis et dans le royaume du Maroc depuis l'automne 1832, après une brève intervention du Duke de Wellington au *House of Lords* sur la nécessité de se conformer aux promesses françaises sur la question³. Afin d'éviter l'émergence d'une puissance concurrente en Méditerranée, les orateurs de l'opposition au sein des deux chambres du Parlement britannique ont fait une arme de la publication des promesses de l'ancien gouvernement français sur l'évacuation de la ville d'Alger et la participation de toutes les forces européennes dans la prise de décision sur cette question, pour secouer le gouvernement *whig*, complice selon eux d'une éventuelle extension française au détriment de l'influence commerciale et maritime britannique en Orient. Bien entendu, les motions proposées par les leaders de l'opposition aux deux chambres ont été suivies par de longs débats allant jusqu'à l'intervention du *whig* Mackinmon dans la séance du 13 février 1838 pour soutenir l'arrivée des Français à Alger au nom du progrès et de la mission civilisatrice de l'Européen sur cette terre septentrionale d'Afrique. Son intervention était une réponse à l'orateur de l'opposition qui avait mis en avant, dans son discours, les prémices de la formation d'un empire français passant par l'Égypte et allant jusqu'en Inde après l'annexion de la province de Constantine par la France en 1837, comme l'avait soutenu sir Samuel Whalley lors de cette même séance parlementaire⁴.

L'importance de la question des garanties françaises sur l'évacuation d'Alger a fourni matière à une critique globale de la politique de Grey qui niait l'implication du roi de France dans cette démarche. Ministre des Affaires étrangères avant la chute des *Tories*, Aberdeen relança une autre fois le débat sur cette épineuse question, en posant sur la table du *House of Lords* copie des correspondances entre son ministère et son homologue français. Ainsi, lors de la séance du 21 juin 1833, Aberdeen s'opposa aux justifications présentées par Grey suite aux débats de la séance du 3 mai 1833. Les craintes soulevées par Aberdeen concernant les intentions françaises d'établir un nouvel empire colonial se sont appuyées sur les déclarations du maréchal Clauzel. En effet, ce dernier n'avait pas caché son désir d'établir une colonie pouvant concurrencer par la force et la richesse

3. Lord Aberdeen, House of Lords. Séance du 3 mai 1833. http://hansard.millbanksystems.com/lords/1833/may/03/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18330503_HOL_3

4. Sir Samuel Whalley. House of Commons. Séance du 18 février 1838 http://hansard.millbanksystems.com/commons/1838/feb/13/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18330621_HOC_3

les possessions britanniques en Inde. Il dit à ce propos⁵ : « The possession of Algiers might eventually be of as great power and wealth to France as the West Indies were to England ». La réponse de Grey fut sans appel. L'ambassadeur britannique à Paris n'a pas encore transmis de données concernant ce danger, a conclu le Premier ministre.

L'annexion de Constantine était analysée différemment par les critiques britanniques ainsi que par les spécialistes de la politique étrangère de la Grande-Bretagne. D'un côté, l'établissement d'une colonie durable en Afrique du Nord était vu par l'opposition comme un moyen de pression de la France, sur le commerce en Méditerranée en temps de guerre. Contrairement à certains députés affiliés au gouvernement, à l'exemple de Mackinnon, qui essayèrent dans leurs interventions de soutenir la politique britannique, considérant que l'établissement des Français en Afrique du Nord serait bénéfique et avantageux pour toute l'Europe. L'opposition a martelé son discours sur les dangers qu'un tel établissement pourrait représenter pour la carte géopolitique en Afrique du Nord. En effet, les velléités coloniales françaises pourraient même atteindre l'Égypte et arriver jusqu'en Inde. De cette manière, l'esprit colonial de Napoléon serait ravivé, de même que le désir de conquête et le sentiment de supériorité des Français prendraient le dessus sur son rival britannique. L'influence impériale et commerciale allait être remise en cause par l'émergence d'une autre force concurrente⁶.

Pour étouffer les craintes concernant l'établissement de la France en Méditerranée, Mackinnon s'appuya sur la force et la supériorité navales des Britanniques, en affirmant que la *Royal Navy* allait arrêter les troupes françaises en cas d'invasion de l'Inde ou de l'Égypte. Il ajoute que l'armée de sa Majesté aurait pu stopper les troupes de l'occupant français durant la conquête d'Alger, si les intérêts britanniques avaient été menacés par cette entreprise qui visait à rétablir l'ordre européen en Méditerranée par la destruction des nids de pirates⁷. Il évoquait aussi l'épisode des bombardements britanniques d'Exmouth et Neal en disant : « The British fleet would stop the French army in Algiers as easily as it blockaded the town in 1816 and 1824 ». Mackinnon souligna que les investissements des Français dans le bateau à vapeur pourraient constituer une menace sérieuse pour le commerce britannique, étant donné la proximité des bases de ravitaillement françaises en France ou en Espagne. Par conséquent, contenir un empire allant de l'est de l'Algérie jusqu'aux profondeurs ouest-africaines ne serait pas, selon Mackinnon, une mince affaire pour l'administration coloniale

5. Aberdeen, House of Lords. Séance du 21 juin 1833. http://hansard.millbanksystems.com/lords/1833/june/21/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18330621_HOL_3

6. Sir Samuel Whalley. House of Commons. Séance du 18 février 1838 http://hansard.millbanksystems.com/commons/1838/feb/13/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18380213_HOL_3

7. Mackinnon. House of Commons. Séance du 18 février 1838 http://hansard.millbanksystems.com/commons/1838/feb/13/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18380213_HOL_3

française. Dans cette optique, projeter de marcher sur l'Inde serait une idée suicidaire pour l'armée française. Civiliser la partie nord de l'Afrique faciliterait en outre le commerce des Européens en Méditerranée. Il ajouta que la mission française à Alger telle qu'elle était prévue à son début avait été respectée et ne pourra que fortifier les positions des puissances européennes après avoir anéanti la piraterie⁸.

L'importance que l'opposition britannique a donnée à la prise d'Alger après la motion d'Aberdeen a complètement transformé le statut de cette affaire, en lui donnant une dimension plus importante dans la vie politique britannique, affirme Charles-André Julien dans *Histoire de l'Algérie contemporaine : la conquête et les débuts de la colonisation 1827-1871*, paru à Paris en 1964. Par conséquent, Polignac s'est vu contraint de rassembler ses déclarations et les correspondances concernant les engagements et les négociations entourant l'affaire d'Alger, pour convaincre l'opinion française et européenne qu'aucune promesse n'avait été donnée par son gouvernement en ce qui concernait l'évacuation d'Alger, comme le prétendaient les *Tories*⁹. En effet, dans son discours du 3 mai 1833, Aberdeen souleva la question des assurances et garanties françaises sur les objectifs attendus de l'intervention militaire contre Alger. Cette démarche n'était qu'une mise en cause de la politique du gouvernement Grey face à la question d'Alger.

Dans le discours d'ouverture de cette session, sa Majesté annonça la promesse du roi de France d'envoyer toutes les correspondances concernant les engagements tenus par l'ancien gouvernement au sujet d'Alger. Le discours d'Aberdeen fustigeait le laxisme du gouvernement Grey face à la volonté française d'établir un empire colonial en Afrique du Nord. Dans sa démarche de revendication, il insistait pour qu'un texte, mettant en valeur la discussion privée entre Stuart et le roi de France en août 1830, soit rédigé. Cette dernière avait porté sur les intentions françaises au sujet d'Alger et son engagement verbal de l'évacuer dans quelques mois¹⁰. Cette proposition fut rejetée par Grey, évoquant le caractère européen des promesses françaises : la question de l'engagement français sur Alger ne concernait pas seulement la Grande-Bretagne mais toute l'Europe. L'intérêt porté par Aberdeen à la question des garanties françaises datait de la séance de l'été 1832, au cours de laquelle la question d'Alger fut évoquée par Wellington. Cela provoqua la réaction des autorités françaises à propos de la reconnaissance des engagements non tenus concernant cette affaire.

Comme nous l'avons déjà souligné ci-dessus, le chargé politique de Polignac s'occupa de la rédaction d'un mémoire sur le sujet, afin de mettre en évidence qu'il n'y avait eu aucun engagement officiel portant sur

8. Mackinnon. House of Commons. Séance du 18 février 1838 http://hansard.millbank systems.com/commons/1838/feb/13/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18380213_HOL_3

9. Charles-André Julien, *Histoire de l'Algérie contemporaine : la conquête et les débuts de la colonisation 1827-1871*, (Paris : PUF, 1964), p. 35.

10. Lord Aberdeen, House of Lords. Séance du 3 mai 1833 http://hansard.millbank systems.com/lords/1833/may/03/occupation-of-algiers#S3V0018P0_18330503_HOL_3

l'évacuation de la ville d'Alger. Les hautes autorités britanniques se saisirent elles aussi, du sujet mais sans aucun résultat convaincant. Cette imprécision de la démarche politique des *Whigs* a laissé planer un doute quant à la tenue de véritables négociations pour résoudre la question d'Alger par une évacuation de l'armée française. Dès lors, Aberdeen remit au goût du jour cette question afin qu'elle soit débattue en proposant au *House of Lords* une motion concernant les engagements de la France, afin d'éviter un établissement colonial sur les côtes de l'Afrique du Nord. L'intention d'évoquer Alger fut à nouveau reportée après une discussion entre Aberdeen et Grey. Ce dernier rassura son interlocuteur sur le fait que des négociations avaient bien été entamées avec le gouvernement français et son roi. Il ajouta qu'un débat concernant la question allait avoir lieu pour trouver une solution qui arrangerait toutes les puissances européennes.

Pour mieux convaincre l'assistance, Aberdeen se focalisa sur les déclarations du gouvernement français concernant l'importance de l'expédition pour le commerce européen, afin qu'aucune opposition ne s'exprime face à l'entreprise française. De plus, l'orateur de l'opposition n'hésita aucunement, durant son intervention, à critiquer la politique extérieure du gouvernement Grey. Cependant, Aberdeen s'étonna de la légèreté avec laquelle l'affaire d'Alger était traitée et vue par les cabinets de Londres. Un emplacement stratégique en Méditerranée qu'il ne faut, en aucun cas, laisser sous domination française, vue la puissance que cela conférerait à cette dernière, ajoutait l'ancien ministre¹¹. Pour éviter ce danger, les correspondances de l'année 1830 entre le ministère des Affaires étrangères et l'ambassadeur britannique en France, Stuart, sur l'expédition française contre Alger, ainsi que les correspondances du gouvernement français avec son ambassadeur à Londres, Laval, portant sur les intentions de la France à Alger de mars et mai 1830, ou encore les correspondances dans lesquelles le nouveau gouvernement français s'était chargé de respecter les engagements pris par les Bourbons, furent publiées. Elles pouvaient ainsi être utilisées en premier lieu comme moyen de pression pour évacuer Alger, et comme arme aux mains des Britanniques pour contrecarrer l'intention coloniale et impériale française en Afrique du Nord. Cette démarche s'est aussi manifestée après que la France a voulu envoyer ses troupes en Italie au début de l'année 1832. L'opposition britannique a aussitôt haussé le ton, en demandant au gouvernement Grey de fournir des explications sur le degré d'implication du gouvernement face à cette intention d'élargissement en Europe, déjà précédée par une occupation en Belgique et une intervention en Grèce¹².

11. Lord Aberdeen, House of Lords. Séance du 3 mai 1833 <http://hansard.millbanksystems.com/lords/1833/may/03/occupation-of-algiers>

12. <http://hansard.millbanksystems.com/commons/1832/mars/07/occupation-of-algiers>

Tout au long de sa carrière à la tête du *Foreign Office*, Aberdeen s'est montré prudent quant aux engagements pris par son homologue sur le sort d'Alger et les multiples promesses faites aux Européens par le roi de France et son ministre. Charles-André Julien revient, dans *Histoire de l'Algérie contemporaine*, sur le projet de combinaison avec le vice-roi d'Égypte pour conquérir Alger en partant de l'est. Cependant, les plaidoyers de Polignac du 18 janvier 1830 n'ont pas vraiment convaincu Aberdeen. Ce dernier persistait à croire que le projet de la prise d'Alger était entouré d'un grand mystère. L'envie d'avancer sur les régences de Tripoli et de Tunis pour consolider les bases arrières de Mohamed Ali ne serait qu'une stratégie qui cachait d'autres intentions à en croire le gouvernement Wellington. La décision d'intervenir à Alger sans la participation des puissances n'a fait que creuser le doute au sein des locataires du Cabinet de Saint-James. Convaincu que la France n'allait pas quitter Alger après l'avoir occupée, Aberdeen s'est lancé dans des pourparlers pour avoir plus de garanties sur l'entreprise française¹³. Après l'éviction de son gouvernement du pouvoir, l'ancien ministre tenta de pousser le gouvernement à aller de l'avant et à prendre toutes les précautions nécessaires concernant Alger. Sa motion du 3 mai 1833 reposait sur les garanties qu'il avait pu obtenir de Polignac quant à l'évacuation d'Alger. Conscient de l'importance stratégique d'Alger, le gouvernement Grey devait, selon Aberdeen, continuer le travail que les *Whigs* avaient abandonné depuis le départ des *Tories* du gouvernement, en œuvrant à ce que la France s'engage à tenir ses promesses en vertu des assurances présentées au nom de l'alliance européenne et chrétienne.

Contrairement à ce que l'on pense, la question d'Alger n'était pas méconnue au sein des deux Chambres britanniques. L'importance de la nouvelle colonie française suscita des réactions et des débats houleux au sein de la classe politique britannique. Les changements de gouvernement et leurs orientations politiques et commerciales ont toujours fait état de l'importance de cette question pour le poids et le commerce de la France. Ainsi, les débats sur le commerce extérieur et les causes de son effondrement, sur l'expansion française en Europe et en Afrique et sur la faiblesse de la domination britannique sur les marchés extérieurs furent liés à la prise d'Alger durant toute la décennie 1830, par les représentants de l'opposition qui ont considéré que le maintien de la colonie d'Alger était la cause du déclin de la supériorité britannique en accusant les gouvernements Grey et Melbourne de laxisme et de complicité vis-à-vis des plans coloniaux français en Europe et en Afrique. Le retour des *Tories* en 1841 relança une nouvelle fois les débats sur la colonie d'Alger. En effet, les *Whigs* au pouvoir depuis onze ans, demandèrent au gouvernement d'intervenir militairement pour chasser la France d'Alger. De plus, la complicité d'Aberdeen fut soulevée lors des débats dans les deux Chambres. Le ministre fut la cible d'accusations émanant des *Whigs* quant à son

13. Charles-André Julien, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, p. 37.

implication dans le maintien de la colonie d'Alger, en s'appuyant sur les déclarations du ministre français, François Guizot, qui avait rapporté les propos tenus lors d'une discussion privée entre Aberdeen et Saint-Aulaire sur cette question. L'importance et la complexité de l'affaire d'Alger ont cependant poussé chaque gouvernement à éviter de traiter cette question pour se dédouaner du sort réservé à Alger, tout en essayant d'imputer les causes de la prise et du maintien de la colonie aux adversaires politiques par le lancement de débats sur la question une fois dans l'opposition.

Bibliographie

- Black Jeremy, (1996), *A History of the British Isles*, London : Palgrave Essential Histories.
- Brown David, (2011), « Diplomacy and the Forth Estate : The role of the Press in British Foreign Policy in the Age of Palmerston », in Antony Best and John Fisher, *On the Fringes of Diplomacy Influences on British Foreign Policy 1800-1945*, England : Ashgate Publishing Limited.
- Darcy Jean, (1918), *France et Angleterre : cent ans de rivalité coloniale. L'Afrique*, Paris : Perrin et Libraires Éditeurs.
- Hamdani Amar, (1984), *La vérité sur l'expédition d'Alger*, Paris : Ballant.
- Haym Ronald, (1976), *Britain's Imperial Century 1815-1914 : A Study of Empire and Expansion*, London : Input Typesetting.